

Journée d'étude :
Repérage du politique et politisation dans l'Afrique du Nord contemporaine
IISMM – EHESS – 4 juin 2007

La politisation : un jeu d'échelles ?
Exemple d'acteurs associatifs de quartier (Maroc)

Esquisse provisoire à ne pas diffuser

Mounia Bennani-Chraïbi
IEPI – Université de Lausanne

D'après certains travaux, les régimes autoritaires tendraient à « apolitiser » la population (Linz, 2000). Pour d'autres, en terre d'islam, il n'y aurait d'alternatives que la soumission ou la révolte (« culture de l'émeute », culture de la violence), la cooptation ou la dissidence. Plus souvent, se dresse le tableau suivant : une extériorité des citoyens – du moins les citoyens ordinaires - à l'égard de la politique instituée ; des mobilisations en lien avec la sphère transnationale qui seraient le signe d'un déficit du sentiment national, voire d'une politisation par défaut ou par procuration ; un champ associatif qui ne serait que le lieu du désamorçage du politique (le fait même qu'il rentre en congruence avec les problématiques légitimes du moment tant au niveau national que transnational le condamnerait à jouer dans le cadre concédé par le haut).

Dans ce texte, j'esquisse quelques hypothèses sur la politisation, dans le sens de rapport des individus au politique. Je l'aborde comme un processus différencié qui gagne à être appréhendé à plusieurs échelles d'observation au croisement du « géographique » et de l' « historique ». D'une part, cela conduirait à aller au-delà de la dichotomie entre local et national d'après laquelle il n'y aurait de « véritable » politisation que lorsque se produit une autonomisation de la sphère du politique, une nationalisation du débat et une professionnalisation impliquant une technologie propre, une socialisation particulière, et donc une rupture avec le répertoire imprégné par les rituels de la vie quotidienne, fondé sur le patronage et sur le local. Plus précisément, il s'agirait de déplier le politique sur trois échelles spatiales - le local, le national et le transnational - en se dégageant d'une vision qui hiérarchise le local et le national ou qui fait du local et du transnational des exutoires compensant une impossible ou une difficile politisation à l'échelle nationale. D'autre part, dimension que je n'aborderai pas ici, il importe de prendre en compte la dimension diachronique en se demandant comment se transfigure le rapport des acteurs au politique en lien avec les transformations contextuelles qui interviennent aux niveaux géographique, local, national, régional, transnational.

Mais d'abord comment repérer le politique ? A l'échelle des acteurs individuels, je n'adopterai pas une définition restrictive, établissant un rapport étroit entre politisation et sophistication politique (renvoyant à la possession de compétences cognitives ou techniques, sociales ou statutaires), en lien étroit avec une trajectoire spécifique du politique (Gaxie, 1978). Je n'opterai pas non plus pour une approche maximaliste, celle des « modes populaires d'action politique » (Bayart, Mbembe, Toulabor, 1992) ou celle des « formes d'action non conventionnelles » (Darras, 1998), qui tend à diluer le politique. En premier lieu, je souhaite montrer que, même lorsqu'elle existe, la compétence politique ne constitue pas l'indicateur de la politisation par excellence. Ensuite, je me fonderai sur la grille de repérage du politique

proposée par William Gamson (1992)¹ et notamment sur les trois dimensions des cadres de l'action collective qu'il isole : l'« *injustice* » qui renvoie à l'existence d'un sentiment d'indignation face à l'injustice ; l'« *identity* » qui désigne la configuration d'un « nous » par opposition à un « eux » possédant des valeurs et des intérêts différents ; l'« *agency* » qui se rapporte au sentiment de pouvoir remédier à la situation grâce à l'action collective. Et, sur cette base-là, j'essaierai de souligner que, pour les mêmes acteurs, ces différentes composantes sont variables d'une échelle à l'autre du politique (et d'un moment à l'autre de l'expérience). Mais en premier lieu, voici quelques éléments sur les acteurs observés.

I – Scène et acteurs

L'enquête a commencé en 1998 et la question de départ qui guidait alors la quête était la suivante : comment des acteurs aux parcours hétérogènes se sont convertis à un même modèle d'engagement ? Durant les deux premières années de l'enquête principale, six expériences associatives² de quartier ont été suivies presque toutes depuis leur démarrage. Trois se sont développées à vingt kilomètres de Casablanca dans une zone semi-urbaine, les autres dans des zones urbaines. J'ai mené avec la plupart des membres (y compris avec les nouveaux arrivants) des six associations des entretiens semi-directifs, quasiment tous en arabe dialectal, d'une durée variant entre 1h 30 et 3h 30 chacun. Ensuite, j'ai décidé de ne poursuivre l'observation que de trois associations, celles qui sont actives dans des quartiers populaires de Casablanca et qui ont été fondées par des entrepreneurs de cause, présentant a priori des profils différents en matière de parcours politique. Dès lors, les présidents et les membres les plus actifs ont été interviewés en moyenne deux fois par an, jusqu'en 2002. En tout, plus d'une centaine d'interviews ont été réalisées. Quelques activités, réunions de bureau ou réunions informelles de café ont été observées. J'ai également accompagné différents membres des trois associations durant la campagne électorale de septembre 2002. Des entretiens ont été menés pendant les étés 2003, 2005, 2006, notamment pour s'interroger sur le devenir des associations et pour se pencher sur les mécanismes qui ont conduit certains membres à se désengager et d'autres à rester.

Les trois associations sélectionnées

A HH., une zone dense de petits logements collectifs construits réglementairement dans les années 1950, l'association DJ a vu le jour en 1994, après les élections de 1993, avec pour objectif initial l'élévation du niveau culturel du quartier. Elle dispose d'un local dans la Maison de jeunes du coin, mais bénéficie aussi de plages horaires quotidiennes dans les écoles maternelles publiques des alentours. W., niveau baccalauréat, sans emploi au début de l'expérience, très actif dans le quartier, est le fondateur et le président de l'association jusqu'en 2005, date de son déménagement pour des raisons personnelles dans une autre ville du Maroc. Il est sans attache partisane, avant de transiter pendant quelques mois par un parti, fondé en 2002 par B., un entrepreneur économique qui s'est investi dans l'associatif à l'échelle locale³, nationale et transnationale, comme dans la scène électorale, en transhumant de la « droite » vers la « gauche », pour enfin créer son propre parti (qui met en avant les qualités d'« entrepreneurs citoyens » et qui aspire à gérer le pays comme une entreprise). W.

¹ *Talking politics* est le résultat d'une enquête menée par William Gamson : une trentaine de groupes de discussions comportant cinq à six personnes, issues des classes populaires, ont été amenées à parler de quelques questions, telles que le nucléaire, le conflit israélo-arabe, les problèmes de l'industrie, l'action affirmative.

² Elles ont toutes un statut légal. Le Dahir de 1958 régleme le droit des associations, il a été légèrement modifié en 2002. Les associations répondant aux conditions du Dahir font une déclaration préalable et déposent leurs statuts auprès de l'autorité administrative locale. Elles reçoivent d'abord un récépissé provisoire, puis un autre définitif, 60 jours au maximum après le dépôt du dossier.

³ Il est à l'origine des trois associations observées dans la commune semi-urbaine à vingt kilomètres de Casablanca.

a dirigé les campagnes électorales de B. à HH. depuis 1997. Ce dernier a apporté son appui à l'association DJ à différentes reprises et a permis à son président de décrocher un emploi dans la Communauté urbaine.

Les deux autres associations se trouvent à DS., un lieu d'habitat populaire à très forte concentration humaine, mais plus central, plus commerçant, plus ancien, plus vétuste, avec des antécédents en matière d'inondations.

L'association M. pour le développement social a été créée en 1998 autour de K., un député du Parti de la justice et du développement (PJD) - principale force politique à référentiel islamique représentée au parlement-, qui a joué un rôle important pendant les inondations qui ont touché le quartier quelques années plus tôt. L'objectif affiché est de conduire des actions sociales, culturelles, éducatives, sportives, environnementales. Son ancrage est strictement local. Mais les activités de l'association se sont très vite rétrécies, puis éteintes, entre autres à cause du problème de local qu'elle a rencontré, et de la faible disponibilité de son président, très investi dans ses activités partisanes et parlementaires.

L'AB est née la même année que l'association M., autour de A., un ancien détenu politique marxiste, devenu élu communal. Le premier objectif déclaré est d'assurer une meilleure communication entre les habitants du quartier, de manière à ce qu'ils constituent un contrepoids face à la commune. Grâce au réseau relationnel de son fondateur au sein de l'espace associatif marocain et de la nouvelle gauche, l'association est vite médiatisée. Très tôt, elle attire l'attention d'un industriel soucieux de promouvoir une « entreprise citoyenne », intervenant dans le champ social en encourageant le secteur associatif. Celui-ci finance plusieurs projets de l'AB. et finit par créer au sein de son usine un poste de chargé de relations avec le secteur associatif, qu'il confie à A., jusqu'alors sans emploi. L'expérience de AB s'étend à travers la formation du Réseau des associations de quartier de Casablanca (RESAQ).

Dans chacun des cas, les membres se restreignent à un petit groupe d'une quinzaine de personnes en moyenne, qui constitue le bureau de l'association et qui, à l'exception de l'association M., connaît un très haut taux de renouvellement, avec des vagues de départs et d'arrivées.

Les acteurs

Qu'est-ce qui caractérise globalement les individus qui se sont joints aux expériences associatives étudiées dans les quartiers populaires de Casablanca et dans la commune semi-urbaine qui se trouve à vingt kilomètres de la capitale économique ? En premier lieu, il convient de noter la mixité et le souci d'intégrer - avec plus ou moins de succès - des éléments féminins⁴ au sein de l'association. Ensuite, les acteurs font partie d'une tranche d'âge qu'ils qualifient eux-mêmes de « jeune ». Lorsque l'on examine les données concernant les différents membres composant les bureaux de ces associations, l'on réalise qu'ils ont entre 17 et 55 ans. Par ailleurs, ils se présentent comme une élite instruite, alors même qu'ils ont des niveaux d'études relativement hétérogènes : brevet d'études secondaires, baccalauréat, licence (Baccalauréat + 4), diplôme de 3^e cycle d'études universitaires. Les interviewés, qui dans le cas des associations casablancaises, appartiennent presque tous à la première génération née en ville, se démarquent par rapport à leurs parents, en général, analphabètes et d'origine rurale. Pour la plupart, les Casablancais continuent à vivre dans le même quartier où ils ont vu le jour⁵ ; les résidents de la commune semi-urbaine ont tantôt connu peu de mobilité

⁴ Il s'agit là d'une intériorisation des schèmes dominants au sein de la « société civile » aussi bien non-islamiste qu'islamiste, nationale qu'internationale : la présence d'éléments féminins est souhaitée, elle est même constituée comme un indicateur de l'ONG idéale (promotion de la femme, ancrage dans la population, non restriction aux élites urbanisées et instruites des classes moyennes et supérieures, etc.)

⁵ D'après Ameer (1999), la faible mobilité résidentielle favorise l'émergence d'une action associative ayant pour cadre le quartier. Cela rejoint les premières thèses de certains théoriciens des mouvements sociaux (McAdam,

résidentielle, tantôt expérimenté un transfert récent de bidonvilles vers des zones de recasement. Dans l'ensemble, ils sont étudiants, diplômés au chômage, ou dans des secteurs socialement valorisés. Les enseignants sont nombreux. Certains ont un métier artistique ou sportif, d'autres sont technicien, avocat, médecin, commissaire judiciaire, inspecteur de travail ou commerçants. On peut formuler l'hypothèse qu'ils constituent une sorte de « sous-élite de citoyens » (Rouquié, 1978), ou tout simplement une élite locale, voire une contre-élite. L'association M. fondée par le député du PJD se distingue par une forte densité de cadres, alors que celle de DJ comporte davantage de personnes en transition (étudiants, chômeurs) et reflète moins d'homogénéité en termes de positions sociales. L'AB. qui a d'abord été dominée par des « jeunes » du quartier (en fait originaires d'une ou de deux ruelles en particulier), attire par la suite à d'autres catégories de personnes, ne résidant pas dans le périmètre résidentiel initial (d'anciennes victimes de la répression par exemple qui présentent des profils différents en termes d'âge, de trajectoire et d'occupation professionnelle).

A l'origine, les trois associations comptent très peu de militants actifs dans le champ partisan. Le cercle des sympathisants d'organisations politiques (toutes couleurs confondues) est également restreint. Quelques membres ont eu des expériences dans le syndicalisme, que ce soit dans le domaine étudiant en qualité de militants islamistes ou d'extrême gauche, en position d'observation active ou de soutien ponctuel. D'autres adhèrent ou ont adhéré à des syndicats professionnels. Nombreux par contre sont ceux qui ont eu une pratique poussée dans le domaine de la bienfaisance informelle : collecte d'argent pour des malades, pour des personnes qui viennent d'être libérées de prison, à l'occasion d'un décès dans le voisinage, pour acheter des moutons aux plus démunis d'entre eux à l'occasion de la fête du sacrifice, ou encore pour réaliser des circoncisions collectives... Il faut aussi noter le passage de certains acteurs au cours de l'enfance ou de l'adolescence par le secteur associatif culturel qui a bourgeonné pendant les années soixante-dix dans le giron de la gauche (autour des ciné-clubs et du théâtre...). Au démarrage des actions associatives de l'AB. et de M., juste après les communales et les législatives de 1997, ce sont principalement des personnes très méfiantes vis-à-vis de l'ensemble des partis qui se sont mobilisées autour d'un individu pour lequel elles ont voté, en se fondant sur les qualités personnelles et le comportement passé de celui-ci. Parmi elles, certaines avaient tendance, jusque-là, à s'abstenir de toute participation électorale. On ne peut donc pas dire qu'au démarrage de leur action A. ait mobilisé essentiellement parmi des militants ou des sympathisants de l'extrême-gauche, ni que K. ait rassemblé un public totalement acquis à l'idéologie « islamiste ».

Pour récapituler, les acteurs dont il est question sont des personnes qui sont passées à un moment donné de leur parcours par des associations de quartier. Pour les uns, cette expérience constitue un primo-engagement ; pour d'autres, une facette de leur multipositionnement ou, simplement, la forme renouvelée d'un engagement antérieur dans une organisation de gauche, d'extrême-gauche, à référentiel islamiste, ou encore au sein d'un syndicat. A priori, ils développent un rapport hétérogène à la scène politique instituée et des compétences « politique » différenciées ; mais, à ce stade, je mettrai davantage l'accent sur les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des entretiens.

I – Des acteurs compétents « politiquement »

La question de la compétence politique domine la réflexion dans la sociologie politique française. D'après Pierre Bourdieu, cette compétence n'est « pas universellement répandue » (Bourdieu, 1984, p. 226). Elle comporte deux dimensions. La première est d'ordre technique et cognitif. Elle mesure l'étendue d'un savoir spécialisé, le degré de proximité à la scène politique, et donc l'aptitude à reconnaître les enjeux, à différencier, à classer les acteurs

Paulsen, 1993) selon lesquels des liens sociaux préexistants constituent un facteur décisif dans la mobilisation collective.

politiques, à les situer en fonction de leur positionnement idéologique. Elle comporte, de même, une aptitude à l'abstraction, à la complexification, à la cohérence et à la stabilité des positionnements. La deuxième dimension relève davantage d'une compétence sociale, « statutaire » (Gaxie, 1978). Elle se fait l'écho d'un sentiment de légitimité sociale lié à l'âge (avancé), au sexe (masculin), au niveau socio-économique et culturelle. Dans des termes gramsciens, le sentiment d'incompétence sociale renverrait à une sorte d'« intériorisation de la domination ». Par conséquent, cette inégalité « structurelle » dans la redistribution de la compétence politique creuserait un fossé entre d'une part les élites politiques et d'autre part les masses, « faiblement politisées, peu informées, manipulables, inaptés à participer de manière cohérente et éclairée au jeu électoral et politique ». Aux Etats-Unis, cette question est formulée en termes de « sophistication politique » au prolongement des travaux sur « l'électeur rationnel », défini comme « informé, intéressé, compétent, capable d'évaluer les enjeux d'une élection et de produire un jugement articulé, cohérent et stable » (Blondiaux, 1996, p. 754). Celui-ci est par ailleurs jugé apte à une réflexion abstraite. Plusieurs recherches en arrivent à la conclusion que, dans les faits, les citoyens ordinaires produisent plutôt des « pseudo-opinions » qu'un véritablement positionnement politique sur enjeu. Apathiques, leurs votes seraient « aléatoires », davantage fondés sur des appréciations non-politiques (par exemple, la personnalité des candidats).

Ces approches ont fait l'objet d'un certain nombre de critiques en France et aux Etats-Unis. Une série d'objections porte sur la méthodologie (Sniderman, Jacqman, Tiberj, 2002, p. 270) ; un changement de méthode semble favoriser l'expression du politique et montrer que les citoyens ordinaires ont un potentiel leur permettant d'appréhender la politique. En d'autres termes, on observerait de l'ignorance ou de la compétence en fonction de la nature de l'enquête menée (Blondiaux, 1996, p. 766). Des méthodes ont été développées en lien avec l'organisation de groupes de discussion (Gamson, 1992). En France, Sophie Duchesne et Florence Haegel (2004), notamment, observent les logiques de conflictualisation dans les discussions informelles, sur la base d'entretiens collectifs⁶. A partir de là, les thèses minimalistes de la compétence politique sont remises en cause d'un point de vue empirique. Sans reprendre de manière exhaustive les principales objections émises, retenons quelques résultats. Il existerait une « relative autonomie » entre compétence politique, entendue comme la maîtrise d'un savoir d'ordre politique, et intérêt proprement dit. En d'autres termes, le niveau de connaissance et même de diplôme ne recouperait pas le degré d'intérêt pour la politique (Mayer, 2002). D'après les travaux de Sophie Duchesne et de Florence Haegel, le fait de posséder des compétences techniques ne conduit pas automatiquement à une politisation de la parole, en raison d'un refus des clivages politiques par exemple (et pas simplement en relation avec la compétence statutaire). Un fort capital culturel peut même constituer une limite pour la politisation (Duchesne, Haegel, 2004, p. 902). Et, inversement, la politisation du propos peut se produire en l'absence d'une maîtrise des catégories politiques (Duchesne, Haegel, 2001, p. 103). Pour sa part, Nina Eliasoph (1998) démontre que les acteurs associatifs (qu'elle a interviewés aux Etats-Unis) ont beaucoup de connaissances techniques, mais qu'ils ont tendance à appréhender la politique « personnellement » et non politiquement. Ce phénomène peut être relié à une absence d'« imagination sociologique »

⁶ Un autre courant de recherche et d'expérimentation s'est appuyé sur les techniques du « sondage par téléphone assisté par ordinateur » (CATI ou *computer assisted telephonic interviewing*), qui intègrent les critiques faites au sondage classique (artificialité du sondage, neutralité et « objectivité » de l'enquêteur qui ne permettent pas aux enquêtés de se situer comme ils le feraient dans la vie quotidienne) (Mayer, 2002, p. 26). Ces techniques ont été expérimentées en France. L'enquêteur est plus interactif, il « propose des informations, des arguments, des contre-arguments, tente de (...) faire changer d'avis [l'enquêté] soit par la contradiction soit par la persuasion. » (Grunberg, Mayer, Sniderman, 2002, p. 16). Il met en scène des problèmes précis au lieu de poser des questions abstraites et décontextualisées (Mayer, 2002, p. 22). Grâce à l'assistance de l'ordinateur, des questions se présentent sous plusieurs versions, ce qui permet par la suite de vérifier la « consistance des opinions ».

(C. W. Miles, 1959 cité par Eliasoph, 1998, p. 152) ou encore à un « culte des faits » (avant d'évaluer, il est nécessaire de connaître tous les faits). De nouveaux outils sont forgés pour explorer d'autres « modes de production du politique » (Chiche, Haegel, 2002, p. 283). Des approches interactionnistes de la politisation, reposant sur des approches ethnographiques, s'attellent à montrer comment, au-delà de leurs compétences et de leurs dispositions à politiser, des acteurs associatifs éludent un cadrage « politique » des problèmes ; ce qui incite à porter plus d'attention à la nature et au contexte des interactions (Hamidi, 2006).

D'après, les observations empiriques effectuées dans le cadre de l'enquête qualitative que j'ai conduite à Casablanca, le fait de posséder ou non des compétences en matière politique ne semble pas agir de manière déterminante sur le degré d'implication à une échelle ou à une autre de la scène publique. Même si la compétence demeure inégalement redistribuée au sein de l'échantillon, globalement, il apparaît que la maîtrise des catégories politiques et le sentiment de légitimité statutaire ne s'accompagnent pas automatiquement par l'expression d'un intérêt pour « la politique officielle »⁷.

Dans l'ensemble, les interviewés possèdent un savoir précis sur le fonctionnement de la scène politique instituée, sur les enjeux du moment, sur les acteurs en présence, leurs positionnements sur l'échiquier nationale, l'historique de leurs prises de position et de leurs alliances. Et, ceux qui expriment un désintérêt pour « la politique » se fondent plutôt sur leur bonne connaissance des règles du jeu en vigueur pour justifier leur positionnement : grâce à une telle maîtrise, ils ne peuvent pas « se faire avoir ». A l'échelle du quartier, les acteurs associatifs sont également dotés de compétences cognitives leur permettant de connaître les rouages de l'administration locale, les attributions de la commune, son budget, son mode de fonctionnement. Certains d'entre eux racontent même qu'ils ont l'habitude d'assister aux séances publiques de la commune « pour rire un peu ». Sur le plan transnational, les informations sont particulièrement suivies. Lors de la dernière guerre du Liban (juillet 2006), les interviewés étaient en mesure de situer les protagonistes, les alliances, les forces en présence, les stratégies militaires jouables pour chaque camp ; de même ils parvenaient à restituer au jour le jour le contenu des discours et des propos émis par les uns et les autres (président syrien, premier ministre israélien, leader du Hezbollah, secrétaire d'état américaine ...). Autrement dit, mon échantillon est composé de personnes dotées, voire surdotées en matière de compétence politique cognitive.

A un deuxième niveau, ces acteurs se sentent globalement compétents sur le plan statutaire. Pour la plupart, ils ont en effet une conscience aiguë d'appartenir à la première génération de leur famille ayant accès à l'enseignement. Ils se perçoivent comme une sorte d'élite éclairée au sein de leur environnement familial et résidentiel. Comme je l'ai montré ailleurs, la dévaluation du savoir acquis au Maroc combinée à l'exclusion sociale et politique des jeunes générations sont retravaillées de manière à ce que la compétence et l'appartenance à une classe d'âge deviennent des attributs valorisants pour des individus ou des collectifs (Bennani-Chraïbi, 2004).

Enfin, une véritable compétence « praxique »⁸ ou pragmatique se manifeste tant au moment des élections que dans la résolution des problèmes qui surgissent dans le quartier. A titre d'exemple, les acteurs à l'origine de l'association AB se présentent comme des experts en matière électorale. Du temps même du ministre de l'intérieur Driss Basri, ils se disaient en mesure de deviner les intentions de celui-ci à travers les découpages de la circonscription et, du coup, d'être aptes à faire élire qui ils voulaient, d'imposer leur candidat au parti (de gauche) de leur choix. A l'échelle du quartier, ils maîtrisent le stock de savoirs et de réseaux nécessaires pour résoudre différents types de problèmes individuels ou collectifs (installation

⁷ Voir à ce sujet les travaux de Sawicki et Briquet et notamment Briquet (1998, p. 37) qui attirent l'attention sur l'intérêt d'une analyse des frontières entre « politique officielle » et « politique officieuse ».

⁸ Sur les compétences « praxiques » dans le bidonville, voir Lamia Zaki (2005).

d'un salon de coiffure « louche » dans leur ruelle, problèmes d'ordures...) : écrire une lettre au gouverneur, faire une pétition, envoyer un article de dénonciation à un quotidien, etc. Ils se meuvent sans peine à travers les différents réseaux d'autorités du quartier. Et de ce fait, ils jouent le rôle d'intermédiaires locaux privilégiés pour les habitants comme pour les candidats aux élections.

Ce passage en revue rapide des compétences constatées ne doit pas occulter les luttes internes aux collectifs observés : l'hétérogénéité des parcours et les socialisations différenciées se cristallisent en termes de savoirs et d'expériences accumulés qui donnent lieu à des conflits, à des négociations et des hiérarchisations sur lesquels je ne m'attarderai pas ici. La diversité se constate de la même manière dans la définition des problèmes, sans pour autant être source de confrontations.

II – Du problème social au sentiment d'injustice

L'indignation s'exprime inégalement dans les propos recueillis. Les interviewés soulèvent davantage des « problèmes », voire des injustices qui se localisent à l'échelle nationale, locale et transnationale.

Au premier plan, plusieurs catégories de problèmes sont désignées. Une série de points fait l'objet d'unanimité : ce sont les leitmotivs qui reviennent dans les discours et qui parsèment les rapports à tous les niveaux : organismes internationaux, autorités publiques, presse, acteurs partisans, syndicaux, associatifs. Il en est ainsi des questions du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion, des inégalités, du logement, de l'analphabétisme, de la crise économique, de la drogue etc. D'autres insistent sur l'état de la classe politique (« discréditée », « corrompue »...), sur la nature du régime (autoritaire, monarchique), sur la corruption de l'administration. Enfin sont évoqués des maux relatifs à l'état « moral » de la société marocaine, à ses valeurs, qu'ils s'agisse de déplorer le déficit de citoyenneté et de confiance, de qualifier celle-ci de « mendicante », « autoritaire », « inconsciente », « ignorante », ou de sonner l'alarme au sujet des dangers de l'occidentalisation ou de l'islamisation.

Sur le plan local, sont principalement cités les problèmes de pauvreté, d'infrastructures, de services, l'état défectueux de l'habitat, la « propreté », les relations avec l'administration locale, avec la commune ou avec la Maison de jeunes, la dérive morale (alcool, drogue, prostitution)... A l'échelle transnationale, les sentiments d'injustice et d'indignation sont réanimés à chaque nouveau conflit ou nouvelle crise qui touche les territoires palestiniens d'une manière particulière, les « Arabes », les « musulmans » plus généralement.

III – Quelle frontière entre « nous » et « eux » ?

C'est au niveau des identifications que se révèlent les plus riches enseignements. Une analyse des entretiens, attentive au contenu des différents « nous » et « eux », laisse émerger une palette de configurations allant des clivages structuraux les plus vivaces à l'occultation du conflit.

A l'échelle nationale

A l'échelle de la scène politique nationale, les clivages qui délimitent des camps avec des valeurs et des intérêts différents surgissent aux niveaux social, organisationnel, idéologique, mais aussi entre « la » société et la classe politique.

Des lignes de fractures sociales ressortent sans pour autant être cristallisées par une identification organisationnelle ou même idéologique. Elles opposent les « pauvres » aux « riches », les résidents des « quartiers populaires » aux habitants des « zones résidentielles

des villas », et surtout les « jeunes instruits conscients, préoccupés par l'intérêt général » aux « analphabètes », aux « corrompus »...

Du fait même de la présence au sein de l'échantillon d'acteurs qui militent ou qui ont milité dans un parti politique, dans un mouvement de gauche, d'extrême-gauche ou islamiste, des discours sont traversés par des clivages idéologiques reposant sur une identification organisationnelle. Le « nous » de gauche tend à s'opposer le plus souvent à « eux » les islamistes. Suite à l'intégration des partis de gauche au sein du gouvernement depuis 1998 (et même un premier ministre de gauche de 1998 à 2002), la monarchie a quitté le camp de l'adversité. Ceux qui se reconnaissent dans l'extrême-gauche et encore davantage dans les groupuscules qui appellent régulièrement au boycott des élections désignent comme adversaire le « Makhzen », qui englobe aussi bien la Maison royale que les partis « makhzénisés », et plus précisément les acteurs de gauche « cooptés » par la monarchie ; les partis dits de l'administration étant totalement occultés et les mouvements à référentiel islamique minorés. Pour les militants du PJD, si le « nous » renvoyant à la « famille islamiste » se laisse entrevoir avec les nuances de circonstance (« nous sommes tous musulmans »), traduisant une volonté de se faire accepter comme un interlocuteur « modéré », le camp de l'adversité se présente au cours des entretiens avec la même précaution pour désigner les « occidentalisés », les « laïcs ». Par contre, l'adversaire est clairement à gauche au cours des « affaires » révélatrices ou productrices de fortes polarisations, comme celle du Plan d'action pour l'intégration de la femme en mars 2000 (Roussillon et Zryouil, 2006), ou encore à la suite des attentats du 16 mai 2003 à Casablanca, lorsque des leaders de l'Union socialiste des forces populaires, présents au sein du gouvernement, ont fait porter au PJD la responsabilité morale de tels événements.

Une troisième catégorie rassemble les interviewés qui se reconnaissent dans une famille idéologique donnée, de gauche, d'extrême gauche ou islamiste. Il s'agit de sympathisants, d'« anciens sympathisants » ou même de désaffiliés, désarçonnés, mécontents face aux changements d'identité et d'orientation, qui se sont produits au sein des organisations dans lesquelles ils se reconnaissaient. En ce qui concerne la gauche, et notamment l'USFP, ces transformations se rapportent notamment au passage d'une « option révolutionnaire » à la participation à la « construction démocratique », considéré par les nostalgiques comme un processus de cooptation, voire comme un acte de trahison. Les expériences locales, puis nationale menées par le parti nourrissent aussi le dépit. Les groupes islamistes ne sont pas exemptés de tels phénomènes. Des interviewés reprochent au PJD d'avoir joué le jeu du Makhzen pendant les élections de 2002, d'avoir accepté entre autres de limiter le nombre de candidatures, d'être entré dans la danse en faisant « hauts les mains », ou relèvent des dysfonctionnements internes. D'autres se sont distanciés du groupe Justice et bienfaisance, regrettant l'hégémonie des considérations politiques au détriment de l'éducatif - l'inverse est également évoqué-, ou constatant tout simplement que cette organisation est « comme les autres ». A ce niveau, persistent certes les identifications relevées précédemment, mais le camp de l'adversité qui se dessine le plus est celui qui dilue dans un amas informe « la classe politique », « souillée », « discréditée », « vendue », « divisée », « marionnette », dévorée par les intérêts privés⁹, etc. Du coup, la monarchie est lentement évacuée de la scène du conflit ; elle cesse d'être un problème pour devenir à la rigueur une aubaine : « Mohamed VI vaut mieux que le gouvernement Youssoufi », d'après un ancien sympathisant de gauche, membre de l'association AB. Une telle tendance s'accroît lorsque les frontières entre « nous » et « eux » se dissolvent totalement pour céder la place à un ennemi intérieur : « nous les Marocains, nous sommes intrinsèquement mauvais », « opportunistes », « autoritaires »,

⁹ Ces visions ne sont pas sans rappeler les « ethnodéfinitions » et la « pluridimensionnalité de la politique » relevés par Daniel Gaxie (2001): « la politique comme lutte pour le pouvoir et les postes », « la politique comme instance d'action sur la société » ; la politique locale et la politique internationale.

« dépourvus de l'esprit de citoyenneté », « portés sur la *sîba* [dissidence, désordre] », « nous n'avons que ce que nous méritons ». Un jeune médecin, sympathisant dépité du PJD, membre de l'association M., a expliqué en 2000 (et l'a réitéré lors d'un entretien en 2006) : « le problème au Maroc, c'est que personne ne pense au Maroc. Chacun pense à soi-même. Et c'est ce qui détruit, c'est dur. [...] Moi-même, je peux être idéaliste maintenant, mais peut-être que si j'ai un poste je ne penserai plus à personne. »

A l'échelle transnationale

Par contraste, les identifications à l'échelle transnationale se distinguent dans l'ensemble par une inscription dans une arène où les adversités sont bien tranchées, même si elles ne laissent pas moins place à quelques ambivalences.

Il existe dans l'échantillon observé une véritable communauté imaginée « arabe » et / ou « musulmane », même si sa caractérisation et sa géographie ne sont pas toujours identiques. Elle repose sur l'affirmation d'un « être », d'un sentiment d'appartenance, d'une éthique et de valeurs censées spécifier l'essence du groupe¹⁰. Elle renvoie en premier lieu à un ensemble doté de caractéristiques linguistiques et/ou religieuses communes, parfois de manière syncrétique. Elle a ses héros individuels et collectifs qui, quel que soit leur référentiel idéologique ou leurs modes d'action, ont pour caractéristiques communes des qualités - telles que le courage, la virilité, la force, la résistance, la capacité de se dépasser et de défier plus puissant que soi, la conformité des actes aux paroles, ascétisme - mises au service du groupe d'appartenance à l'échelle de la *umma* « arabe » ou « musulmane ». Bien sûr, une telle communauté est loin d'être lisse. Elle se configure et se reconfigure (intègre de « nouveaux » territoires comme la Bosnie, la Tchétchénie). Ce « nous », consolidé par toutes sortes de socialisations¹¹, est perçu comme positionné défavorablement dans le rapport de force avec ses adversaires (Amérique, Israël). Et, lorsqu'un conflit survient, les clivages sont clairs et nets : il y a les « bons », les « méchants » et, pour pimenter le tout, des enjeux, de l'action, de l'émotion, et du suspense. Si le plus souvent, le déroulement des événements conforte l'idée que « les victimes sont toujours les mêmes », parfois - pendant la guerre du Golfe en 1991 ou plus récemment dans le cas du Liban en juillet-août 2006 - tout ne semble pas être joué d'avance : « le match n'est pas vendu » comme c'est le cas pendant les élections nationales. Des nuances s'imposent toutefois : il y a à nouveau place pour l'ennemi intérieur, qu'il s'agisse des gouvernements arabes, « valets de l'Amérique », ou du soi « avachi », qui succombe aisément aux sirènes de l'ailleurs.

A ce stade, les principales variations dans les déclinaisons du « nous » et du « eux » d'une échelle du politique à l'autre peuvent s'expliquer, premièrement, par le degré de proximité et d'expérimentation du « nous » - la communauté transnationale étant tellement éloignée et virtuelle qu'elle peut faire l'objet d'une idéalisation peu propice à l'usure¹² - deuxièmement, par la solidarité des médiations (école, médias arabes, acteurs politiques...) dans la désignation des « bons » et des « méchants » (dans le cas du conflit israélo-

¹⁰ Sur cette communauté imaginée à l'échelle du monde arabe, voir Picard (2006) et Camau (2006). Pour le cas du Maroc, à partir d'un échantillon composé d'adolescents voir Bennani-Chraïbi (à paraître).

¹¹ D'après une recherche effectuée par Mohamed El Ayadi, sur le discours scolaire, à partir d'une analyse de 9 manuels d'éducation islamique, de langue et de littérature arabe, inscrits au programme des lycéens jusqu'en 1995-1996, il apparaît qu'en ce qui concerne le « choix de l'identité et la vision de l'autre », « patrie marocaine », « Maghreb arabe », « nation arabe », « nation musulmane » sont autant de « cercles concentriques » qui se consolident mutuellement : sentiment national, nationalisme arabe, solidarité islamique ne se contredisent pas, ils sont conciliés (El Ayadi, 2000, p. 141). L'islam et les musulmans sont souvent présentés comme des victimes de différents « complots », et ce tout au long de l'histoire. Dans l'analyse qu'Irène Maffi fait des manuels scolaires d'histoire en Jordanie, cette même vision de l'histoire se retrouve (Maffi, 2003, Chap. XII).

¹² Dans une étude comparée sur les jeunes et l'ailleurs au Maroc et en Egypte, j'ai pu constater que la *umma* arabe suscite moins d'unanimité dans le cas égyptien.

palestinien, personne ne met en doute ni l'inégalité des forces en présence, ni l'idée que les Palestiniens sont les « victimes » et les Israéliens les « spoliateurs », les « agresseurs »).

IV – Quelle marge de manœuvre ?

La nature des clivages qui ressortent à travers les entretiens en lien avec la scène nationale produit un impact sur la manière dont les acteurs envisagent les solutions, définissent la marge de manœuvre et choisissent les modes d'action à tous les niveaux.

	Clivage organisationnel « Hors système »/scène instituée	Clivage organisationnel Interne à la scène instituée	Clivages sociaux Sans identification idéologique	Clivage peuple/classe politique	Ennemi intérieur
Boycott des élections	X		X	X	X
Participation aux élections locales Vote instable			X	X	X
Participation aux élections locales et nationales Vote instable			X	X	X
Participation aux élections locales et nationales Vote stable		X			
Participation manifestations, sit-in en lien avec scène nationale	X	X	X	X	X
Participation manifestations, sit-in en lien avec scène internationale	X	X	X	X	X
Absence de participation manifestations, sit-in			X	X	X
Action associative comme action sociale et culturelle	X	X	X	X	X
Action associative comme lieu d'extension des réseaux	X	X	X	X	X
Action sociale comme lieu d'émergence du politique autrement	X		X	X	X

Modes d'action, perception de la marge de manœuvre et nature des clivages en lien avec la scène nationale

L'effet des clivages sur le rapport à la scène électorale

En ce qui concerne le rapport à la scène électorale, les acteurs optent pour le boycott, pour la participation aux seules élections locales, ou aux élections locales et nationales, de manière stable ou instable, en fonction de la nature du clivage dans lequel ils se reconnaissent. Les militants et les sympathisants des mouvements « hors système » (Nahj démocratique, Justice et bienfaisance) tendent à boycotter les rendez-vous électoraux de manière stable. Ceux qui se positionnent en relation avec un clivage organisationnel interne à la scène politique instituée participent à l'ensemble des scrutins et ce de manière stable : ils votent régulièrement pour un parti, une famille politique. Par contre, les acteurs dont les propos sont plutôt structurés par des clivages sociaux sans identification idéologique, par une opposition entre « peuple » et « classe politique » ou par la centralité de l'« ennemi intérieur » peuvent de manière instable boycotter les élections, participer uniquement aux élections locales, voter

à toutes les échéances plutôt pour des « personnes » - à la rigueur pour des programmes- que pour des partis ou des couleurs politiques en particulier. Même lorsqu'ils « n'attendent pas grand-chose » de la scène politique instituée, ils peuvent s'y connecter à travers un investissement parfois fébrile dans la « politique officieuse » ou « pragmatique » (Bennani-Chraïbi, Catusse, Santucci, 2004).

L'effet des clivages sur la participation aux manifestations...

Participer à des manifestations, des sit-in, des marches en lien avec des enjeux nationaux (exemple des marches de mars 2000 suite à l'affaire du Plan d'action pour l'intégration de la femme) ou avec des événements internationaux (Palestine, Irak, Liban), n'est pas fondamentalement déterminé par le type d'identification tissé en relation avec la scène politique instituée.

Il est vrai que les militants et les sympathisants des organisations partisans et des associations de plaidoyer de l'échantillon participent plus souvent à ce type d'actions collectives et encore davantage lorsqu'il s'agit de manifestations qui mobilisent moins les foules (ex : contre la corruption, pour les victimes de la répression, etc.). Pour ces acteurs, les mobilisations en lien avec les crises du Moyen-Orient demeurent fortement connectées avec les enjeux de la scène nationale. Elles peuvent traduire un type d'échanges de coups entre protestataires et autorités politiques. Elles constituent des occasions :

- pour des opposants de montrer leur capacité de mobilisation et faire pression sur les autorités,
- pour se compter (les mobilisations de soutien à l'Irak, à la Palestine organisées comptent parmi les rares opportunités dont dispose l'organisation Justice et bienfaisance)
- de manifester un esprit de conciliation (lors du déclenchement de la guerre en Irak, le PJD a par exemple opté pour une faible mobilisation afin de « ne pas nuire aux intérêts du pays », alors en pleine négociation d'accords économiques avec les Etats-Unis).

Elles continuent également à constituer des lieux de déploiement des rivalités et des conflits entre acteurs politiques appartenant à des bords opposés à l'échelle de la sphère politique nationale, pour imposer une définition et une qualification qui se nourrissent des référentiels idéologiques de chaque camp (les confrontations se trahissent au moins au niveau des slogans – « Palestine arabe » *versus* « Palestine islamique »). Elles peuvent, enfin, être considérées comme des opportunités pouvant susciter des gains ou des pertes politiques à l'échelle nationale.

En ce qui concerne l'échantillon étudié, des acteurs dont l'engagement au sein de l'association de quartier est un primo-engagement ont été conduits à participer pour la première fois à de telles mobilisations en relation avec les positionnements pris par leur organisation ou en lien avec les réseaux relationnels qu'ils ont développés en son sein. Il est possible de formuler l'hypothèse que, dans ces cas-là du moins, l'engagement associatif – même au niveau du quartier – a favorisé d'autres types de participations¹³. Il convient de noter par ailleurs que la libéralisation du régime a contribué à - relativement¹⁴ - pacifier la manifestation (une telle action ne suscite qu'exceptionnellement des morts au contraire de la période qui va de 1965 à 1990). Le coût de la manifestation s'étant affaibli, la participation de simples sympathisants ou même de citoyens ordinaires est devenue plus importante.

L'effet des clivages sur la définition du rôle de l'association de quartier

A un dernier niveau, la perception de l'action associative et la définition de son rôle varient de manière relative en fonction de la nature du clivage dans lequel les acteurs se

¹³ Ne serait-ce qu'à ce niveau, cela va dans le sens des théoriciens de la culture civique.

¹⁴ Frédéric Vairel (2005) montre bien que dans certains cas la participation à des manifestations ou à des sit-in demeure coûteuse.

reconnaissent. Au premier abord, celle-ci est dissociée de la scène politique instituée et définie comme une mobilisation collective autour du plus petit dénominateur commun. Si elle apparaît souvent comme un site privilégié pour l'extension des réseaux de la politique « officieuse », elle n'en est pas moins constituée comme lieu de gestation de la « politique autrement ».

UNE ACTION COLLECTIVE AU-DELA DES CLIVAGES DE LA SCENE POLITIQUE INSTITUTEE

Les propos fondateurs sont traversés par des démarcations avec la scène politique instituée telles que la négation des clivages, les oppositions entre intérêt collectif et intérêts privés, action concrète et bavardage, proximité et éloignement des préoccupations des gens. Pour qu'un cadre d'action puisse séduire un ensemble de personnes caractérisées par un rapport aussi hétérogène à la politique instituée, les unes se reconnaissant dans les clivages de type organisationnel et idéologique, les autres s'en méfiant, la plupart ne croyant pas en l'efficacité de la classe politique, ou encore percevant l'ennemi avant tout comme intérieur, certaines conditions doivent être réunies. Certes, la dimension collective, le caractère légal¹⁵ et organisé sont valorisés. Mais, plus que tout, est souligné le fait de s'unir autour d'un dénominateur commun, par-delà la diversité des opinions et des positionnements. En d'autres termes, de manière idéal-typique, il s'agirait de renoncer – dans cette arène du moins - aux clivages idéologiques et partisans et de privilégier les « liens mous », pour agir de manière « concrète » à une échelle restreinte et bien délimitée, autour d'un « bien commun ».

Délimiter revient, en premier lieu, à adopter un cadre où l'acteur individuel a le sentiment d'être doté d'une capacité d'action, d'agir à une échelle qu'il pense maîtriser, et de pouvoir bénéficier d'une gratification en retour. Les interviewés ont l'impression de mesurer l'impact de leur action aussi petit soit-il, de peser dans la prise de décision, de « trouver [leur] place » et de « grandir » avec leur organisation notamment lorsqu'elle est naissante. Ensuite, ce bornage se traduit par la désignation de catégories cibles telles que l'enfance, la jeunesse ou les démunis, et surtout par la circonscription d'un territoire construit le plus souvent comme un champ d'action sociale ayant pour cible le tout à travers une partie. « Se prendre en charge », « ne pas tout attendre de l'Etat », « encadrer à la base », « petit à petit », « il n'y a pas de baguette magique »... sont autant de formules en affinité avec la perception que la responsabilité des problèmes est plutôt partagée et qu'il ne faut pas attendre de solutions – ou du moins uniquement - de la classe politique ou du gouvernement.

De telles perceptions convergent, d'une part, avec les slogans des organismes internationaux (participation de la communauté, ancrage de l'action dans un périmètre, prise en charge de la société par elle-même). D'autre part, elles entrent en résonance avec le discours officiel des autorités nationales (voir les déclarations royales de Hassan II, puis de Mohamed VI) sur la nécessité d'encourager la décentralisation, les collectivités locales et le secteur associatif ; ce discours étant lui-même infléchi par les stimulations d'ordre transnational tant en termes de légitimation d'interlocuteurs appartenant à la « société civile » que d'injections de financements.

S'agit-il pour les acteurs associatifs de quartier interviewés d'éviter ce qui fâche pour construire un intérêt commun et œuvrer à sa réalisation dans le cadre concédé par les autorités ? Est-ce plutôt une manière d'apprendre à être ensemble dans la diversité, voire dans la divergence ? Dans ce dernier cas, il s'agirait moins de « rêver à l'unité réconciliée » sous forme d'un « corps moral consensuel »¹⁶, que d'imaginer des repères et des procédures pour

¹⁵ Cette intériorisation de la nécessité de se référer à la légalité juridique a été observée à Abidjan. Voir Leimdorfer (1999, p. 72).

¹⁶ Ferry utilise ces termes lors d'une comparaison de la liberté positive chez Rousseau et Marx (1992, p. 124.). Ces approches, communautaristes pour Ferry, ne sont pas sans air de famille avec celles de certains groupes islamistes, non représentés dans notre échantillon, mais très visibles par ailleurs. Il s'agit notamment du groupe

être ensemble même dans le « dissensus »¹⁷. Une telle démarche s'inscrirait dans un mouvement plus large, initié dès la fin des années 1980 dans le cadre d'organisations de droits humains, ou même de diplômés au chômage, et porteur d'une aspiration au « politique autrement ».

Dans les faits, si l'ambivalence prédomine, les significations de l'action associative de quartier se construisent constamment en lien avec la scène politique officielle. Qu'il s'agisse de « ne pas faire de la politique » ou de faire émerger « une autre manière de faire de la politique » et une « nouvelle classe politique », les frontières sont en négociation dans chacune des associations.

UNE CONNEXION INDENIABLE AVEC LA SCENE ELECTORALE

En dépit ou à cause des proclamations de ses membres, l'association de quartier apparaît souvent comme une antichambre de la commune, du parlement, voire comme une annexe de parti. Lorsqu'elle émerge à la suite d'une mobilisation post-électorale, l'un des objectifs avoués consiste à établir un cadre d'interaction continue entre l' élu et les électeurs. Ensuite, dans l'ordre de la « politique officieuse », les stratégies de clientélisme électoral ne sont pas absentes.

La plupart des associations observées sont nées à la suite des élections de 1997. Il s'agit le plus souvent d'assister et/ou de contrôler l' élu municipal, voire de profiter de l'expérience menée pendant la campagne électorale, pour continuer à « s'entraider » dans la sphère « sociale ». Quant aux élus engagés dans l'expérience associative, ils évoquent plutôt la volonté de maintenir le contact avec les électeurs, à travers le cadre associatif.

De telles conditions de naissance ne sont pas sans influencer la perception de l'association par son environnement. Lorsque des enfants encadrés par AB perdaient un match, ils se retournaient contre les membres de l'association et leur lançaient : « nous ne voterons pas pour vous ». Pour ce qui est de M., quand elle disposait d'un local, celui-ci était souvent associé à la permanence du député. En outre, les membres se sentaient assaillis par tous ceux qui se présentaient comme « ayant-droit » à des prestations, à des services ou à des aides matérielles parce qu'ils auraient donné leur voix au député.

Lors des législatives de 2002, AB a « passé sur le grill » les candidats qui ont bien voulu se prêter au jeu. La mère de l'entrepreneur qui finance l'association s'est présentée dans la circonscription couverte par AB ; mais l'association en tant que telle n'a pas appelé à voter pour la candidate. Malgré cela, la nature de l'implication de AB dans la campagne a fait l'objet de controverses et de conflits internes qui ont contribué à susciter des défections. M. est resté à l'écart de l'effervescence électorale d'autant plus que son président, élu du PJD, s'est présenté dans une autre ville. Quant à DJ, son fondateur et président (jusqu'en 2005), était tellement actif dans son quartier, qu'on le prenait déjà pour un élu, voire pour un fonctionnaire de la commune (il a fini par le devenir). Pendant les différentes campagnes électorales, l'association a été à chaque fois provisoirement mise en congé, dans le but de ne pas être instrumentalisée et en raison même des appartenances politiques différenciées d'une partie de ses membres. Mais, son fondateur ne s'attendait pas moins à bénéficier de son activisme associatif sur la scène électorale, convaincu qu'il était d'être perçu au sein de son quartier en tant que principal animateur de l'association.

Une certaine forme de clientélisme s'esquisse de manière plus ou moins nette dans ces associations, notamment pendant les élections (Bennani-Chraïbi, 2004). Par moment, cela s'apparente au « patronage démocratique » (Agulhon, 1979), ne serait-ce qu'en raison de la

Justice et Bienfaisance, qui du fait même de son positionnement en dehors de la scène politique officielle a pendant longtemps joué le rôle de spectre pour le reste de la classe politique. Si l'unité réconciliée est un corps moral pour Rousseau, une base sociale pour Marx, elle est une communauté de croyants pour ces islamistes.

¹⁷ Terme emprunté à Descamps (1992, p.22).

présence de « protecteurs » dotés de ressources supérieures au reste des membres de l'association et qu'une inspiration égalitariste, préconisant la prise en charge de la société par elle-même, s'entremêle avec une structure relationnelle qui, de fait, demeure hiérarchisée. Dans le cas précis des trois associations observées, la dimension homogène, égalitaire, s'accommode de la présence d'un membre qui se distingue par la fortune, les compétences, et / ou la capacité d'intermédiation avec les autorités administratives et politiques, avec les bailleurs de fonds à l'échelle nationale voire internationale.

AGIR SUR LA « POLITIQUE INSTITUEE » : OUVERTURE SUR LA SOCIETE OU « POLITIQUE AUTREMENT »

A un troisième niveau, l'association s'érige comme un lieu privilégié pour agir sur la sphère politique instituée. Pour les acteurs qui militent dans des organisations politiques « hors système » ou « entristes », le cadre associatif constitue une ouverture sur la société, un espace intermédiaire afin de se faire reconnaître, voire s'approprier. D'après le président de M., élu du PJD, mais aussi selon H., responsable du même parti à l'échelle régionale et membre de DJ pendant plusieurs années, le mot d'ordre du parti était d'adhérer à titre individuel à toutes sortes d'associations (y compris celle pour la lutte contre le sida !), sans se soucier d'être minoritaire. A AB, l'on retrouve une démarche très voisine chez J., ancien détenu (émeutes de 1981), militant du Nahj démocratique, membre actif dans plusieurs associations (Association marocaine des droits de l'homme, Forum pour la Justice et la vérité, ATAC) :

« [l'association] offre de très grandes possibilités de travail. Même si tout n'est pas réalisé, je la considère comme une ouverture pour un travail très important, pour l'enracinement et pour la compréhension... Comment les citoyens... Quelle est leur perception de ce qui les entoure [...] du vote, de la politique... ? Cela nous est très bénéfique. Parce que nous sommes un peu en retard. Nous avons un problème par rapport aux jeunes. Nous ne savons pas... Nous essayons.

- Quand tu dis « nous », de quel « nous » s'agit-il ?

- Nous, le Nahj. » (entretien de 2006)

Ce ne sont pas uniquement les marginalisés de la scène politique instituée ou ceux qui aspirent à s'y faire une place qui investissent le champ associatif. Des militants d'autres organisations défendent l'idée que l'association et le parti sont deux sphères à la fois différenciées et complémentaires.

Pour des acteurs qui ont pour point commun de ne pas se reconnaître dans les clivages représentés au sein de la scène politique instituée, et qui ne sont pas pour autant fâchés avec la ou le politique, certains s'y étant fortement investis à un moment de leurs parcours, l'association est perçue comme une alternative à cette sphère. C'est le site par excellence de la gestation d'une manière de faire la « politique autrement », une « politique noble », voire même une forme renouvelée de l'action révolutionnaire : à travers l'encadrement de la population, de sa sensibilisation se ferait l'apprentissage de la citoyenneté, de l'autogestion, et la constitution d'un contre-pouvoir. Autrement dit, l'association de quartier serait le « lieu d'apparition d'un pouvoir oublié » (Arendt, 1989).

« On vit dans une société où aujourd'hui les gens se taisent, mais demain ils descendront dans la rue manifester et recevoir des balles avec intervention de l'armée, puis retour à la case départ. Alors comment encadrer ces gens de manière à ce qu'ils deviennent une force de négociation ? Le gouvernement négocie, les syndicats négocient, le patronat négocie. Personne ne représente les classes marginalisées. Comment arriver à ce qu'elles fassent contrepoids ? Sinon ce sera comme 1965, 1981, 1984 ou 1990¹⁸. » (A., ancien détenu marxiste, association AB, 2000)

« Toutes les expériences d'autogestion me passionnent. Je me suis intéressé aux associations de quartier. [...] L'objectif serait que les habitants de B. créent un cabinet municipal bis, un cabinet shadow, qu'ils gèrent tous ces aspects du quartier que la commune ignore superbement. [...] Pour acquérir une crédibilité, il faut une cible géographique. Et au fur et à mesure que cette crédibilité est en cours de construction, c'est

¹⁸ Dates des « émeutes » qui ont été à chaque fois réprimées dans le sang.

toujours coordonné avec A., qui a fait un boulot fantastique de médiatisation de l'action de l'AB, il y a eu une couverture médiatique partout, y compris à la télévision. On commençait déjà à s'en servir à un niveau régional. [...] Pour moi, le rêve c'est que les gens du quartier prennent le pouvoir dans la commune. [...]. Je leur ai proposé de financer toute la démarche qui leur permettrait de jouer le rôle de citizen watch, passer sur le grill tous les candidats, évaluer leur travail. [...] jouer le rôle de chien de garde de l'action citoyenne comme aux Etats-Unis. [...] Pour moi, de ce domaine associatif foisonnant doit émerger la nouvelle classe politique du Maroc. [...] Il faut que ce foisonnement permette l'émergence d'une nouvelle relève. Sinon, à quoi ça sert ? Tout le monde s'enfiche des partis politiques actuels. Il faut de nouveaux leaders pour le pays.» (K., né en 1960, entrepreneur, « patron démocratique » de AB, entretien en français en 2002)

Quelques mots de conclusion

Au terme de cette esquisse, j'espère avoir commencé à montrer que, dans ces processus de politisation, ce ne sont pas tellement les compétences politiques qui constituent le discriminant décisif, ni même le sentiment d'injustice. Cela se joue, d'une part, dans les relations entre *identity* et *agency* ; d'autre part, dans les rouages qui conduisent à l'engagement, aspect non traité dans ce texte. Il serait également intéressant d'étudier finement les liens entre émotion et implication, pour comprendre ce qui amène les uns à percevoir des enjeux, là où d'autres ne s'impliquent que lorsqu'il y a vraiment du « sport », du « spectacle », du « suspens » (guerre du Liban, mais aussi élections françaises).

Sur un autre plan, la question de la politisation gagnerait à être davantage abordée sous l'angle des articulations flottantes entre les échelles du local, du national, du transnational tant pour les collectifs que les pour les acteurs individuels, plutôt que de faire l'objet d'une hiérarchisation, dans un esprit quasi-évolutionniste. Les frontières sont mouvantes et en négociation permanente. D'une part, un même acteur peut développer des rapports au politique à géométrie et à intensité variable en fonction des objets et de l'échelle à laquelle il se situe (mais aussi en relation avec les transformations biographiques et contextuelles auxquelles il est exposé tout au long de son parcours). D'autre part, l'action associative ou les mobilisations à caractère transnational ne se réduisent pas à des lieux de désamorçage du politique ou de politisation par défaut. Ils font l'objet d'une vaste palette de définitions et de stratégies, qui varient sur le plan synchronique et diachronique, et qui sont rarement totalement déconnectées de la scène politique instituée : scène du quartier et scène transnationale s'érigent par moment en scène nationale.

Références citées

- AGULHON, Maurice, 1979, *La République au village*, Paris, Seuil.
- AMEUR M., 1999, « Les associations de quartier, nouveaux acteurs en milieu urbain marocain », dans SIGNOLES Pierre et alii., *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS Éditions, p. 339-354.
- BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi, 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, 2004, « Mobilisations électorales à Derb Soltan et à Hay Hassani (Casablanca) », dans Mounia Bennani-Chraïbi, Myriam Catusse, Jean-Claude Santucci (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris, Karthala, p. 105-162.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, à paraître, « Les « communautés imaginées ». Les événements internationaux vus par des adolescents de Casablanca », dans Marc BREVIGILIERI et Vincenzo CICCHIELLI (dir.), *Adolescences méditerranéennes*, Paris, INJEP.
- BLONDIAUX Loïc, 1996, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, 46 (5), oct., p. 753-791.
- BOURDIEU Pierre, 1984, « L'opinion publique n'existe pas », dans *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, p. 222-235 (paru en janvier 1973, dans *Les temps modernes*, 318, p. 1292-1309).

- BRIQUET Jean-Louis, 1998, « La politique clientélaire. Clientélismes et processus politiques », dans BRIQUET Jean-Louis, SAWICKI Frédéric, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, p. 7-37.
- CAMAU Michel, 2006, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe » dans Elizabeth PICARD (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, p. 29-54.
- CHICHE Jean, HAEGEL Florence, 2002, « Les connaissances politiques », dans GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna, SNIDERMAN Paul, (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 273-292.
- DARRAS Eric, 1998, « Présentation. Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique », dans CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, p. 5-31.
- DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2004, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *RFSP*, 56(4), p. 877-909.
- DUCHESNE Sophie, HAEGEL Florence, 2001, « Entretiens dans la cité. Ou comment la parole se politise », *Espaces Temps Les Cahiers*, « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », n°76/77, p. 95-109.
- EL AYADI Mohammed, 2000, « La jeunesse et l'islam, tentative d'analyse d'un habitus religieux cultivé » dans BOURQIA Rahma et al., *Les jeunes et les valeurs religieuses*, Casablanca, EDDIF.
- ELIASOPH Nina, 1998, *Avoiding Politics. How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GAMSON William, 1992, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GAXIE Daniel, 1978, *Le cens caché*, Paris, Le Seuil.
- GAXIE Daniel, 2001, « Vu du sens commun », *Espaces Temps Les Cahiers*, « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », n° 76/77, p. 82-94.
- GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna, SNIDERMAN Paul (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po.
- HAMIDI Camille, 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, p.5-25.
- LINZ Juan J., 2000, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- MAFFI Irène, 2003, *La politique des objets. Discours et pratiques du patrimoine dans la construction de l'identité jordanienne*, Thèse de doctorat en sciences sociales, Université de Lausanne.
- MAYER Nonna, 2002, « Les dimensions de la confiance », dans GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna, SNIDERMAN Paul, (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 87-107.
- PICARD Elizabeth, 2006, « Le monde arabe, un ensemble construit par les représentations et structuré par les contraintes » dans Elizabeth PICARD (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, p. 11-28.
- ROUQUIE Alain, 1978, « L'analyse des élections non concurrentielles : contrôle clientéliste et situations autoritaires », dans HERMET Guy, ROUQUIE Alain, LINZ Juan, *Des élections pas comme les autres*, Paris, Presses de la FNSP, p. 61-99.
- ROUSSILLON Alain, ZRYOUIL Fatima-Zahra, 2006, *Etre femme en Egypte, au Maroc et en Jordanie*, Paris/Le Caire, Aux Lieux d'être/CEDEJ.
- SNIDERMAN Paul, JACKMAN Simon, TIBERJ Vincent, 2002, « Argumentation et raisonnement politique », dans GRUNBERG Gérard, MAYER Nonna, SNIDERMAN Paul, (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 239-272.
- VAIREL, Frédéric, 2005, *Espace protestataire et autoritarisme. Nouveaux contextes de mise à l'épreuve de la notion de fluidité politique : l'analyse des conjonctures de basculement dans le cas du Maroc*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III.
- ZAKI Lamia, 2005, *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris.